

Une nouvelle vague de violence à Gaza

FANNY LUTZ

Assistante de recherche, UCL

Depuis les premiers vents de révoltes début 2011, Israël apparaissait presque comme un petit îlot tranquille au milieu d'un océan arabe mouvementé. Les événements de ces derniers jours ont brusquement remplacé l'Etat hébreu au cœur de l'actualité régionale et internationale ; les médias et les réseaux sociaux diffusent une haine raciale exacerbée tandis que les roquettes bombardent Israël, en réponse de quoi les raids israéliens pilonnent la bande de Gaza. Après « Plomb durci » en 2008 et « Pilier de défense » en 2012, l'opération « Bordure de protection » vient d'être lancée, prenant au fil des heures des proportions inquiétantes : des dizaines de palestiniens ont été tués et plusieurs centaines, blessés.

Aux origines de la crise actuelle...

Ce sont les assassinats de trois juifs et celui, en représailles, d'un Palestinien qui sont présentés comme les éléments déclencheurs de ce déferlement de violence. Plus précisément, les autorités israéliennes déclarent avoir lancé l'opération « Bordure de protection » suite au lancement d'une quarantaine de roquettes sur le sud du pays par les Brigades al-Qassam, aile armée du Hamas. Du côté du Hamas, c'est l'attaque israélienne d'un tunnel de Rafah ayant causé la perte de cinq membres de sa branche armée qui justifierait une riposte d'envergure¹.

Alors que les spéculations vont bon train quant aux desseins poursuivis par chacun des camps en présence, ce bref commentaire se propose d'aller au-delà d'une vision dichotomique des événements en exposant quelques-uns des facteurs à la lumière desquels cette crise peut être analysée.

Une opportunité de compromettre l'unité palestinienne naissante?

À l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui dénoncent une instrumentalisation de l'assassinat des trois jeunes israéliens par le gouvernement israélien pour déclencher une vaste offensive contre le Hamas. Ainsi, bien qu'il soit peu probable que ce dernier soit à l'origine de ce drame. Israël a d'emblée inculpé sa branche armée et fortement endommagé l'infrastructure du Hamas en Cisjordanie au cours de l'opération « Que reviennent nos frères ». Certaines voix estiment que l'opération en cours pourrait être une réponse à l'accord de réconciliation conclu entre le Hamas et le Fatah et virulemment décrié par Israël. Les – maigres – espoirs de relance du processus de paix qui étaient nés en juillet 2013 ont en effet été enterrés dès avril 2014 lors de la création d'une unité palestinienne considérée, par les dirigeants israéliens, comme étant aux antipodes du processus de paix. Par cette opération de vaste envergure, Israël chercherait à saper l'unité palestinienne naissante, laquelle semblait devenir un interlocuteur crédible sur la scène internationale.

En tout état de cause, Israël pourrait tirer parti de cette opération pour détruire autant que possible les infrastructures terroristes du Hamas à Gaza afin d'affaiblir le groupe et de minimiser les dangers futurs pour sa population. Le moment était certes opportun, le Hamas étant actuellement au plus bas en termes de soutien tant intérieur qu'extérieur (perte du soutien de l'Egypte, diminution des aides financières dont il bénéficiait,...). Néanmoins, il a d'emblée démontré que sa capacité offensive n'avait pas souffert et s'était même qualitativement développée. En dépit de ces avancées technologiques surprenantes et

¹ Offensive d'Israël sur Gaza : légitime défense ou agression ?, le Point.fr, 10 juillet 2014

abondamment commentées sur la toile², la force militaire du Hamas demeure dérisoire comparée au puissant arsenal de Tsahal. Il reste qu'elle est importante psychologiquement et donc politiquement : face à une armée israélienne au sommet de sa puissance, le Hamas sait qu'il peut faire pression sur l'Etat hébreu en plaçant sa population dans une situation de vulnérabilité, cible désormais privilégiée de ses attaques. Toutefois, il n'est pas dans l'intérêt d'Israël de décimer le Hamas car ce dernier représente un moindre mal face à la menace de groupuscules liés au Jihad islamique, présents dans la bande de Gaza et qui risqueraient de s'emparer des rênes de Gaza si le Hamas était anéanti.

Une erreur de calcul?

Lorsque le gouvernement israélien prend la décision unilatérale de se retirer de Gaza en 2005, il pense pouvoir contenir facilement cette petite bande de terre le long de la Mer Méditerranée. Le coût exorbitant en termes économiques, militaires et humains, la faible valeur religieuse de cette bande de terre, le besoin d'alléger la pression internationale en abandonnant « l'accessoire » au profit de l'essentiel – à savoir la Cisjordanie et Jérusalem – et surtout les garanties offertes en contrepartie par Georges W. Bush³ avaient motivé ce retrait. Force est de constater que ce désengagement de Gaza n'a pas eu les effets escomptés. Comme l'indique Denis Charbit, « Israël avait espéré en obtenir un gain en sécurité. Or le résultat a été exactement inverse. D'un territoire où Israël se retire, l'insécurité croît et d'un territoire sur lequel elle exerce sa domination, l'insécurité diminue. Si les choses se faisaient de manière rationnelle, c'est en Cisjordanie, qu'Israël occupe toujours, que la tension devrait monter, et c'est à Gaza qu'elle devrait retomber »⁴. Toutefois, la réoccupation de la bande de Gaza par les autorités israélienne demeure peu probable. C'est pourquoi, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu cherchera à retarder autant que possible une opération terrestre qui serait très coûteuse et dont les objectifs seraient flous et inconsistants. D'autant que la densité de population de cette bande de terre – près de deux millions de personnes sur quatre cents kilomètres carrés – la rend difficilement pénétrable.

Une guerre de l'image

Pour Israël, ce nouvel épisode meurtrier est aussi une guerre de l'image. La stratégie militaire israélienne a

2 Voir notamment, Georges Malbrunot, « Comment le Hamas a renforcé son impressionnant arsenal de missiles », *Le Figaro*, 9 juillet 2014 ; Hélène Salton, « Gaza : quelles sont les capacités militaires du Hamas ? », *Le Monde*, 10 juillet 2014.

3 Le rejet du retour sur le sol israélien des quatre millions de réfugiés et descendants de réfugiés palestiniens de la guerre de 1948, le maintien des frontières de 1967 et la prise en considération de l'évolution démographique intervenue depuis 1967 en Cisjordanie.

4 Interview de Denis Charbit, « Benyamin Netanyahu préfère que le Hamas reste au pouvoir », *Le Figaro*, 10 juillet 2014.

toujours consisté à imposer une image de puissance et d'invulnérabilité, en usant de la force de manière excessive. Or, la riposte disproportionnée constitue un réflexe qui s'est avéré par le passé à la fois peu efficace et condamnable sur le plan éthique. L'adoption systématique d'une telle posture a entaché son image et a souvent servi ses assaillants puisqu'elle démontre « l'inhumanité de l'État qu'ils combattent et qui justifie les attaques armées menées contre sa population »⁵. Conscient de cet enjeu, Benyamin Netanyahu veut éviter que l'Etat juif ne sorte encore un peu plus isolé de cette opération et a jusqu'ici veillé à riposter sans « frapper trop fort ». Il a également cherché à mettre en avant le caractère légitime de l'opération, en lançant un ultimatum au Hamas, répétant durant 48h que seul le silence des roquettes garantirait le silence d'Israël.

De son côté, le Hamas ne pouvait baisser d'un ton sous peine de mettre à mal sa crédibilité voire de risquer d'être dépassé par d'autres groupuscules plus radicaux – et en particulier le Jihad islamique. Sous couvert du droit à la légitime défense, l'opération israélienne fut donc lancée, avec le soutien du fidèle allié américain. De manière générale, la légitimité de l'action a été reconnue par l'Occident qui n'a pas dénoncé les raids israéliens – comme ce fut le cas des raids israéliens menés pour détruire les convois d'armes du Hezbollah en Syrie afin de restaurer l'équilibre stratégique menacé au cours de ces derniers mois – mais bien les pertes civiles croissantes du côté palestinien⁶.

Un débordement de politique intérieure

Enfin, dans un contexte régional bousculé, une telle opération n'était aucunement souhaitable du côté israélien. Le spectre élargi des menaces portait davantage à l'immobilisme et le gouvernement Netanyahu est apparu jusqu'il y a peu comme particulièrement attentiste. Cette attitude a d'ailleurs provoqué la colère de certaines franges ultranationalistes de la population ainsi que des membres du parti Israel Beiteinou (« Israël, notre maison »), avec lequel le Likoud avait présenté une liste commune aux élections de janvier 2013. Depuis l'assassinat des trois étudiants juifs, les dissensions au sein de la coalition de droite se sont progressivement accrues au point qu'Avigdor Lieberman, un faucon ultra-nationaliste et ministre des Affaires étrangères israélien, a rompu son alliance politique avec le parti du Premier ministre dans le but de le pousser à adopter la posture agressive qu'il prône. En effet, ce dernier exige qu'Israël lance une opération décisive sur la bande de Gaza quel qu'en soit le prix humain et politique. Craignant d'être débordé par l'extrême droite et pressé par les colons, le Premier ministre Benyamin Netanyahu se devait de trouver une solution médiane. Comme l'analyse Pierre Razoux, « d'un côté, nous avons des factions ultras qui essaient de provoquer un

5 Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2009.

6 Or, ces dernières années, l'Europe occidentale, à l'origine plutôt clémente ou à tout le moins silencieuse vis-à-vis des opérations israéliennes dénoncées au sein de certaines arènes internationales, s'est montrée de plus en plus critique, notamment suite aux deux Intifada dont les images télévisées ont suscité l'indignation de l'opinion publique occidentale.

affrontement, et de l'autre, Netanyahu qui essaie de l'éviter, tout en donnant l'impression tout de même de faire quelque chose »⁷.

Pour rester crédible, Israël continue d'intensifier sa réponse militaire, brandissant la menace d'une opération terrestre avec fermeté, tandis que le Hamas a d'ores et déjà indiqué que la guerre ne se terminerait qu'en cas de circonstances lui étant favorables. Cette politique du pire menée par les deux camps alimente un engrenage de plus en plus dangereux.

⁷ Pierre Puchot, entretien avec Pierre Razoux, « Israël-Gaza : une guerre « pour rien » », Mediapart, le 9 juillet 2014.

COMMENTARY PAPER IBL - CECRI

Commentary papers are shorter publications which provide concise analysis and practical perspective about recent international events. Published in English or in French, they are freely available on our website geopolitique-cecricri.org.

Commentary papers are a joint initiative from the research programme “Geopolitics and Foreign Policy” of the Cecri and the Chaire Inbev-Baillet Latour.



The Cecri is made up of professors and researchers in the field of International Relations. Researches of the Cecri are led within the Institut de science politique Louvain-Europe (Ispole) of the Catholic University of Louvain. They deal with geopolitics, foreign policy and the study of the different means of ending or preventing international conflicts.



Chaire InBev Baillet-Latour
« Union européenne-Chine »

The Chair “European Union-China”, created in 2008 thanks to the Fonds Inbev Baillet-Latour constitutes a center of research and teaching on the relationship between Europe and China. The objectives of the Chair are to reinforce the expertise of the UCL on the external action of the EU ; to promote the knowledge of China as an international actor and the study of the relationship EU-China ; to extend research on the great powers, in particular the BRIC ; and to favor the knowledge of the EU by the Chinese students and researchers.